

***Tunis Tunisie, 14 juillet (Infosplusgabon) - La Tunisie vit depuis quelques temps une nouvelle crise politique.. En réalité, les crises se suivent et se ressemblent depuis 2011, année de l'insurrection populaire à l'origine de la chute du régime du défunt dictateur Ben Ali.***

L'insurrection sera suivie, plus tard, de manifestations et violences qui ont entraîné la destitution du gouvernement de la "Troïka" dirigé par le mouvement de tendance religieuse, Ennahdha.

Se tiennent ensuite les élections de 2014 marquées par un consensus "de façade" qui s'effondra rapidement pour laisser place aux élections de 2019 qui ont donné naissance à un Parlement éparpillé mettant en place un gouvernement mort-né de Habib Jemli, avant que le président élu, Kais Saeid n'intervient, en dernier ressort, pour choisir l'actuel Premier ministre, Elyes Fakhfakh qui forme un nouveau gouvernement.

Mais, immédiatement après sa formation, le gouvernement de Fakhfakh est confronté à la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) qui a bloqué toutes les mesures prises pour trouver des solutions à la crise économique et à la dégradation de la situation sociale dans le pays.

Le Premier ministre Elyes Fakhfakh semble marcher sur un champ de mines. En effet, il subit

présentement de multiples pressions dont celles qui émanent de sa propre coalition gouvernementale, notamment du mouvement Ennahdha, majoritaire à l'Assemblée des représentants du peuple (Parlement) qui manœuvre pour le faire tomber.

Le différend entre Ennahdha et M. Fakhfakh est né de l'instance du mouvement d'obédience islamiste pour l'élargissement du gouvernement afin d'intégrer le parti Qalb Tounés qui a permis au chef d'Ennahdha d'accéder à la présidence de l'institution parlementaire mais Fakhfakh s'oppose à l'élargissement de l'équipe gouvernementale.

La volonté du mouvement Ennahdha et son président, Rached Ghannouchi de mener des négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement suscite des intégrations sur les différents scénarios possibles pour mettre fin aux fonctions du gouvernement Fakhfakh.

La Constitution prévoit plusieurs possibilités légales pour destituer l'actuel gouvernement parmi lesquelles on peut citer : la démission du Premier ministre en personne, l'invocation de l'article 99 de la Constitution pour demander un vote de défiance pour permettre au gouvernement de poursuivre sa mission ou non. Le vote de défiance nécessite, à cet égard, une majorité absolue de 109 députés sur les 217 que compte le Parlement.

Le Premier ministre Elyes Fakhfakh dirige un gouvernement de coalition depuis le 27 février dernier comprenant quatre partis principaux, suite à la décision du président Saeid de lui confier, le 20 janvier 2020, la charge de former un gouvernement.

Le Parlement venait juste de rejeter le gouvernement proposé par Habib Jemli, désigné par Ennahdha. Sur ces entrefaites, le président Kais Saeid a rencontré lundi le Premier ministre Elyes Fakhfakh et le Secrétaire général de la puissante centrale syndicale tunisienne, l'UGTT, Nouredine Taboubi. Selon le site internet de la présidence tunisienne, M. Saeid a été très clair en réagissant par rapport aux pressions pour faire tomber le gouvernement Fakhfakh : "il n'y aura pas de concertations tant que Elyes Fakhfakh, est en exercice de ses fonctions". "Tant que le chef du gouvernement dispose de toutes ses prérogatives, qu'il n'a pas démissionné et qu'il n'y a pas eu de motion de censure à son encontre, il n'y aura aucune concertation", a martelé Kaïs Saïed, lors de la rencontre au palais présidentiel de Carthage, avec Elyes Fakhfakh et le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Nouredine Taboubi.

M. Saïed a même critiqué ouvertement les sorties médiatiques du parti islamiste, sans toutefois le citer explicitement, assurant que ce dernier voulait induire l'opinion publique en erreur, en inventant des mensonges.

De son côté, le deuxième vice-président du Parlement, Tarek Fetiti, a tiré la sonnette d'alarme quant à la situation au sein du Parlement et dans le pays en général, qui vit, selon lui, une crise sans précédent à tous les niveaux.

S'exprimant lors d'un entretien radiophonique, M. Fetiti a, dans ce sens, appelé le président de la République, Kaïs Saïed à intervenir et jouer son rôle.

"Etant indépendant, le président de la République doit réunir tous les partis politiques autour d'une même table pour trouver une solution", a-t-il avancé.

Les problèmes auxquels M. Fakhfakh est confronté, sont intentionnellement créés pour le destituer et visent implicitement le président de la République Kais Saeid, soutiennent les observateurs de la politique en Tunisie.

Présentement, cinq partis politiques, au moins ont entamé une procédure au sein du Parlement pour retirer la confiance au président de l'institution parlementaire et chef du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi, démarche qui rend plus compliquée la crise politique dans le pays.

FIN/ INFOSPLUSGABON/VGV/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon